

9. Quel est le traitement et quelles sont les fonctions de chacun des fonctionnaires suivants: MM. F. S. Slocombe, Booths, D. R. Jones, A. Cumin, Catinus et J. Gendron?

M. McBain, secrétaire parlementaire du ministre des Transports, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1229 par M. Douglas—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Depuis le 1^{er} janvier 1945, quelles enquêtes a-t-on menées jusqu'à ce jour en vertu de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions (chapitre 314, S.R.C., 1952) ou de l'ancienne loi pertinente, ou de tous amendements y relatifs, et quels sont les noms des maisons de commerce, des sociétés ou des personnes qui ont fait l'objet de ces enquêtes?

2. Depuis le 1^{er} janvier 1945, quel a été le nombre des condamnations obtenues, en indiquant le nom des maisons de commerce, des sociétés ou des personnes qui en ont fait l'objet, en vertu des statuts mentionnés au paragraphe 1, ou aux termes des articles 498 et 498a du Code criminel (chapitre 36, S.R.C., 1927) ou des articles 411 ou 412 du Code criminel (chapitre 51, 2-3 Élisabeth II), et des amendements y relatifs, et quelles ont été les pénalités imposées dans chaque cas?

M. Bell (Saint-Jean-Albert), secrétaire parlementaire du ministre de la Justice, dépose la réponse à l'ordre susdit.

Question n° 1241 par M. Lessard (Lac-Saint-Jean)—Ordre de la Chambre en vue de l'état suivant: 1. Quels sont l'emplacement, la nature et le montant des travaux que le gouvernement fédéral a entrepris ou terminés en 1962, dans la circonscription du Lac-Saint-Jean?

2. Quels sont l'emplacement, la nature et le montant estimatif des travaux du gouvernement fédéral présentement à l'étude, relativement à la circonscription du Lac-Saint-Jean?

3. Quelles sommes le ministère des Travaux publics a-t-il dépensées dans chacune des dix provinces du Canada durant 1960-1961 et jusqu'au 1^{er} novembre en 1962?

La Chambre reprend le débat sur le projet de motion de M. Martineau, au nom de M. Nowlan, appuyé par M. Balcer: Que le Bill C-87, Loi établissant un Office national de développement économique, soit maintenant lu pour une deuxième fois.

Le débat se poursuit;

(A cinq heures du soir, appel des affaires inscrites au nom des députés, suivant les dispositions de l'article 15(3) du Règlement)

(Avis de motions)

M. Peters, appuyé par M. Martin (Timmins), propose,—Que, de l'avis de la Chambre, il est à propos d'instituer un Conseil national des emplacements industriels aux fins de diriger de nouvelles industries vers les régions du pays où l'industrie est limitée et où la main-d'œuvre est en surplus; et

Que le Conseil national des emplacements industriels, en collaboration avec les autorités en matière de monnaie et d'impôt, ait le pouvoir d'offrir des stimulants pour attirer de nouvelles industries vers de telles régions à la demande des gouvernements provinciaux et municipaux.—*(Avis de motion n° 19)*

Il s'élève un débat;

L'heure réservée aux affaires inscrites au nom des députés est expirée.